

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Demande-d-enquete-sur-la-Secte-Arretez-de-Souffrir-au-Mexique>

Demande d'enquête sur la Secte "Arrêtez de Souffrir" au Mexique

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : vendredi 7 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par [ACI Digital](#)

México DF, le 5 janvier 2005

[Leer en español](#)

Des chefs d'opposition et de la majorité ont exigé ce mardi du Secrétariat de Gouvernement (SEGOB) de faire des recherches sur la secte appelée Iglesia Universal del Reino de Dios (Église Universelle du Royaume de Dieu), connue par sa devise "Pare de Sufrir" (Arrêtez de souffrir), pour déterminer si elle a un but lucratif ou si elle se développe en accord avec la loi.

Le député David Hernández a demandé au Secrétaire de Gouvernement, Santiago Creel, d'appliquer une politique ferme contre les associations religieuses qui abusent de leurs adeptes en tout sens.

"Le Secrétaire de Gouvernement n'a pas eu la main assez ferme, parce que ces groupes se sont beaucoup développés et ils leur ont donné des autorisations à tout va. Cette Église n'est pas la seule. Le Secrétariat a manqué de tact avant de donner une autorisation, il faut qu'il connaisse l'historique des personnes auxquelles on permet 'de vendre des miracles', parce que faire cela c'est permettre publiquement de tromper des gens", s'est-il exprimé.

De la même manière, dans une entrevue accordée au journal mexicain La Reforma, le coordinateur parlementaire Parti de l'Action Nationale (PAIN), Francisco Barrio, a critiqué les associations religieuses qui manipulent leurs partisans pour obtenir des profits et a demandé à la SEGOB d'étudier sur la situation de ces organisations. De même, le législateur s'est prononcé pour une réforme légale qui permet un plus grand contrôle sur les associations de ce type.

"Il m'est clair que ce sont des contributions totalement volontaires, et donne celui qui veut donner. Il est probable qu'il existe beaucoup de manipulation du sentiment et de la conviction religieuse des gens, ce qui produit la nécessité d'une réforme légale. Je crois qu'il est indispensable que soit faites des recherches", s'est-il exprimé. Cependant, Mr Barrio a reconnu que son administration n'a pas le personnel suffisant pour avoir le contrôle de tous les groupements religieux du pays.

Pour leur part, le vice coordinateur du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), José Alarcón, a exigé des autorités fédérales qu'elles informent publiquement sur la gestion de cette association religieuse. De la même manière il a annoncé que la Commission se coordonnera avec le Secrétariat de Gouvernement pour mener un rapport au Législatif sur le sujet.

Selon Alarcón, le Secrétariat doit informer le pays sur la situation du groupe et s'il a violé ou non la loi. "Le Gouvernement doit remplir son obligation, je ne crois pas qu'on doive effectuer des réformes sur le sujet, ce qui doit être fait c'est d'appliquer la loi", a soutenu.